



ENTRAIDE &  
FRATERNITE  
ACTION  
VIVRE ENSEMBLE

**Dire nous!**

---

Ensemble, cheminons  
vers une **justice sociale**  
et **environnementale**



Orientations et cadre  
stratégique 2020-2024  
d'Entraide et Fraternité  
et d'Action Vivre Ensemble



# Sommaire

Introduction ..... 4



**Nos racines** ..... 5



**Dans quel  
contexte mondial  
agissons-nous ?** ..... 9



**Nos défis** ..... 17



**Nos modes d'action  
et nos spécificités** ..... 19



**Nos objectifs  
thématiques** ..... 23



**Nos objectifs  
stratégiques  
internes** ..... 35



**Les moyens  
que l'on se donne** ..... 43

Remerciements ..... 46

## Avant-propos

Ce document présente d'abord brièvement **nos deux associations** (notre histoire, nos inspirations, nos modes d'action, nos spécificités) et fait **le point sur le contexte** (belge, international, d'Église) dans lequel nous travaillons.

Il présente ensuite **les ambitions que nous nous donnons d'ici à 2024** : les thématiques sur lesquelles nous voulons nous spécialiser, les objectifs que nous estimons devoir atteindre si nous voulons être en mesure de réaliser nos missions et les moyens que nous nous donnons pour cela.

Nous avons choisi de rester fidèles à nos moyens d'actions traditionnels : ils sont appréciés et reconnus par nos publics. Nous avons aussi souhaité renforcer certaines logiques de travail et en impulser de nouvelles. C'est donc un travail ambitieux auquel nous nous attelons, d'autant plus que la crise du coronavirus survenue en mars 2020 a exacerbé tous les enjeux relevés par ce cadre stratégique.

Nous vous remercions pour votre lecture attentive.

*Texte adopté par l'Assemblée générale du  
15 février 2020, à Bruxelles*

# Introduction

À la veille du 60<sup>e</sup> anniversaire d'Entraide et Fraternité et du 50<sup>e</sup> d'Action Vivre Ensemble (en 2021), nous souhaitons donner un souffle nouveau à la mission qui nous a été confiée par l'Église. Le contexte économique, social et politique belge, comme européen et international, réaffirme l'importance du rôle que nous avons à jouer mais il demande une actualisation de nos stratégies de travail.

Dès lors, si la vision et les missions de nos associations restent d'actualité à l'heure où les inégalités sociales se creusent en Belgique comme dans les pays du sud, nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux défis mondiaux. Parmi ceux-ci, celui d'une nécessaire transition vers un monde dont les ressources seront gérées en harmonie avec la nature et dans un souci permanent d'égalité pour « tout Homme et tout l'Homme ». Si cette expression du pape Paul VI reste d'inspiration pour notre mission, elle pourrait aujourd'hui être complétée par « et tous les Hommes qui viendront après », comme nous y encourage le pape François dans son encyclique *Laudato Si'*, nous enjoignant fermement de prendre soin des générations futures. Les responsables politiques, défiés par une importante mobilisation citoyenne, se sont engagés à y répondre avec les Objectifs de développement durable (2030). Ce positionnement reste toutefois encore frileux et nécessite un renforcement de sa mise en application, à tous les niveaux.

## La force du nous

Les résultats électoraux belges de 2019 nous donnent une image certes réelle mais partielle de notre société aujourd'hui : peur de l'avenir, repli sur soi, fatigue à l'égard du politique... Ce serait oublier la multitude de décisions et d'actions personnelles tournées vers l'autre, différent et exclu. Lorsque ces décisions personnelles se regroupent, elles deviennent force collective...

Nous voulons nous engager à « cheminer tous ensemble, dans le souci des plus fragiles, à nous extirper des divisions, à sortir de la logique « eux contre nous » *versus* « nous contre eux », à dire des « nous » d'égalité, d'humanité »... comme le mentionne le français Edwy Plenel (2016) dans son livre *Dire nous. Contre les peurs et les haines, nos causes communes*. Un livre qui invite à réfléchir sur le « dire nous ».

Car voilà un double pari pour nos associations : créer du lien et, en ces périodes de doute, encourager encore et encore à l'engagement personnel et collectif car celui-ci est en lui-même un monde plus juste, comme le rappelle l'essayiste argentin Miguel Benasayag.

Ensemble, nous lutterons contre les causes sous-jacentes de la pauvreté et construirons un monde juste et durable.

# Nos racines

**E**ntraide et Fraternité et Action Vivre Ensemble sont deux associations de solidarité créées par les évêques de Belgique pour lutter contre la pauvreté et les injustices de ce monde dans les pays du sud et en Belgique. Nous visons un changement structurel, qui s'attaque aux causes profondes des problèmes, avec les personnes les plus pauvres et exclues, dans une volonté de cheminer avec elles et eux.

Entraide et Fraternité a été créée par les évêques de Belgique dans les années 60<sup>1</sup> sous Vatican II<sup>1</sup> et est née de la Constitution pastorale *Gaudium et Spes*, véritable plaidoyer pour une Église ouverte sur le monde. Se voulant en étroite solidarité avec l'ensemble de la famille humaine, ce texte introduit « les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent » comme centraux. L'article 90-3 précise que le Concile estime très souhaitable la « création d'un organisme de l'Église universelle, chargé d'inciter la communauté catholique à promouvoir l'essor des régions pauvres et la justice sociale entre les nations ».

Créée dix années plus tard, Action Vivre Ensemble était la réponse à une interpellation de témoins de pays du sud : « Et vous, que faites-vous pour les pauvres et exclus de vos sociétés ? »

Nos deux associations sont nées à un moment loin d'être neutre dans l'histoire de nos sociétés qui étaient confrontées aux séquelles de la décolonisation et à la découverte du mal-développement.

## Option préférentielle pour les pauvres

Nos deux associations n'ont cessé d'être nourries par une Église proche du peuple, de la base : en 1968, à Medellín (Colombie), les évêques latino-américains manifestent leur « option préférentielle pour les pauvres ». Une manière de nous rappeler les paroles de saint Mathieu (Mt 25, 31-40) : « Chaque fois que tu l'as fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que tu l'as fait. »

↙  
**le courant de la théologie de la libération, (...) une grande inspiration car définissant les pauvres comme les acteurs de leur propre histoire.**

<sup>1</sup> 1964-1967

Toujours en Amérique latine, le courant de la théologie de la libération, pourtant décrié par certains, nous sera d'une grande inspiration en définissant les pauvres non pas comme de simples spectateurs mais comme les acteurs de leur propre histoire. La lutte contre les causes de la pauvreté est apparue

comme fondamentale dans les traces de Dom Helder Camara qui, dans le contexte de la guerre froide, prononçait cette phrase devenue célèbre : « Si je fais l'aumône à un pauvre, on dit que je suis saint et si je demande pourquoi il est pauvre, on me traite de communiste. »

### Notre vision

Nous sommes convaincu-e-s qu'un monde solidaire est possible. Notre projet contribue à favoriser des alternatives au modèle néolibéral dominant, et participe à l'avènement d'un monde où les populations des pays du nord et du sud de la planète, particulièrement les plus pauvres et marginalisées, pourront mettre en œuvre leurs droits au sein d'une communauté internationale solidaire.

### Notre mission

Notre mission est de promouvoir la solidarité et l'accès aux droits et de réduire les inégalités et l'exclusion sociale.

Nous poursuivons ces objectifs à travers :

- le soutien d'associations partenaires dans les pays du sud et en Belgique,
- l'éducation et la mobilisation des communautés catholiques et, plus largement, du public francophone belge,
- la contestation et la proposition d'alternatives aux structures et mécanismes injustes de nos sociétés.

### Nos valeurs

L'ensemble de nos actions sont guidées par les quatre principes fondamentaux de fraternité, d'équité, de solidarité et d'intégrité.

#### • Fraternité

Pour nous, la fraternité signifie au quotidien traiter les autres comme des frères et des sœurs, avec **respect** et dignité. De ce fait, nous nous opposons à toute forme de harcèlement ou de discrimination basée sur le genre, l'ethnicité, l'âge, la religion ou le handicap.

#### • Équité

Pour nous, l'équité signifie donner à chacun-e la chance de vivre une vie digne et juste. Nous reconnaissons que cela demande de la **persévérance**, de l'**esprit critique** et de l'**optimisme** car les défis à relever dans notre lutte pour la justice sont ambitieux.

- **Solidarité**

Pour nous, la solidarité signifie un esprit de **collaboration mutuelle** et d'entraide en favorisant l'utilisation de biens communs et le respect de notre environnement. Nous reconnaissons que vivre en interdépendance sur cette planète entraîne des droits et des **responsabilités** pour chacun-e, dans une vraie relation partenariale.

- **Intégrité**

Pour nous, l'intégrité signifie vivre pleinement nos valeurs et mettre en œuvre notre mission et notre vision de la manière la plus redevable et transparente possible. Il nous importe de faire exister pleinement une culture d'intégrité impliquant, entre autres, d'adhérer à notre **code éthique**<sup>2</sup> qui définit les normes et les comportements à suivre pour lutter contre toute forme d'abus, discrimination, maltraitance, exploitation et violation de droits humains.

<sup>2</sup> [www.entraide.be/-missions-ww](http://www.entraide.be/-missions-ww)



# Dans quel contexte mondial agissons-nous ?

**L**a société évolue et l'analyse de ses mutations est déterminante pour diriger au mieux notre action et relever les nouveaux défis.

## ÉLÉMENTS CLÉS DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

**L'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable : des engagements internationaux sérieusement mis à mal**

Afin de relever les enjeux écologiques et sociaux mondiaux, des engagements ont été pris au sein de l'ONU par les États, tels que l'Accord de Paris sur le changement climatique signé en 2015 et les Objectifs de développement durable adoptés la même année. Ces 17 objectifs que les États se sont engagés à atteindre pour 2030 portent notamment sur la pauvreté, les inégalités économiques, la faim, l'égalité entre les sexes et l'environnement. Autant de thèmes qui se retrouvent à des degrés divers au cœur de la mission d'Entraide et Fraternité et d'Action Vivre Ensemble. Au niveau de l'Union européenne, des engagements

auxquels est liée la Belgique sont également pris pour lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale et le réchauffement climatique.<sup>3</sup> Cependant, l'atteinte de ces objectifs est sérieusement compromise vu la poursuite par les dirigeants politiques du modèle économique néolibéral basé sur la compétition, la croissance économique et l'extractivisme reposant sur l'exploitation des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) qui constitue la principale cause du réchauffement climatique.

Sur le point précis de la faim dans le monde, le rapport de la FAO<sup>4</sup> sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2019 est particulièrement alarmant.<sup>5</sup> Selon ce dernier rapport, le nombre d'êtres humains souffrant de la faim dans le monde est en augmentation constante depuis 2015. Les femmes en milieu rural sont les personnes les plus touchées par la faim<sup>6</sup>, ce qui pose la question fondamentale de leur accès aux ressources, en particulier l'accès à la terre.

<sup>3</sup> Avec notamment l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 45 % d'ici à 2030 et d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

<sup>4</sup> Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

<sup>5</sup> [www.fao.org/publications/sofi/fr/](http://www.fao.org/publications/sofi/fr/)

<sup>6</sup> [www.un.org/sustainabledevelopment/fr/hunger/](http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/hunger/) « Si les femmes des régions rurales jouissaient au même titre que les hommes d'un accès à la terre, à la technologie, aux services financiers, à l'éducation et aux marchés, le nombre de personnes souffrant de la faim serait réduit de 100 à 150 millions. »

## **L'alimentation et le réchauffement climatique : deux défis majeurs interdépendants...**

La faim, l'agriculture et le réchauffement climatique sont des phénomènes intimement liés, comme le rappelle le rapport spécial 2019 du GIEC<sup>7</sup> étudiant le lien entre le changement climatique et les différentes affectations des sols.<sup>8</sup> Les conditions météorologiques extrêmes liées au changement climatique affectent la capacité des paysans et des paysannes à cultiver leur nourriture et à obtenir un revenu suffisant, les contraignant ainsi à quitter leur activité paysanne, voire à se déraciner en migrant dans un autre pays.

D'autres facteurs politico-économiques expliquent la privation des moyens de subsistance des paysans et des paysannes dans les pays du sud. Parmi eux, pointons l'accaparement des terres par des entreprises multinationales qui bénéficient à la fois des traités commerciaux internationaux, des politiques de certains bailleurs de fonds comme la Banque mondiale encourageant la marchandisation du foncier et la privatisation des filières agricoles ou encore de l'absence de régulation internationale obligeant les entreprises transnationales à respecter les droits humains et à préserver l'environnement.

## **... incompatibles avec les règles actuelles du commerce international**

La régulation des activités des entreprises est d'autant plus nécessaire que le développement du secteur privé est envisagé par les gouvernements des pays donateurs comme le moyen privilégié pour réduire la pauvreté dans les pays du sud.

On recensait, en 2019, pas moins de 3245 traités protégeant les investissements privés étrangers. Il n'existe, en revanche, aucun traité international contraignant sur les entreprises et les droits humains. Cette situation totalement déséquilibrée impacte le quotidien de milliards d'êtres humains sur la planète, tant les droits conférés par ces traités commerciaux aux multinationales mettent en danger la vie sur terre. Ces traités touchent aussi bien la santé, l'environnement, l'agriculture que l'énergie.

Les règles actuelles du commerce international conduisent *in fine* à augmenter les inégalités économiques et sociales en accroissant le pouvoir politique et économique d'une poignée de grandes entreprises multinationales et d'individus riches au détriment de la majorité des êtres humains et de l'environnement.

<sup>7</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

<sup>8</sup> [www.ipcc.ch/](http://www.ipcc.ch/): IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems

## **La montée vertigineuse des inégalités économiques et sociales à l'échelle mondiale et nationale : terreau de l'extrême droite et de la xénophobie**

Depuis la crise de 2007-2008 causée par le système financier dérégulé, les inégalités économiques et sociales se sont encore creusées. En dix ans, le nombre de milliardaires dans le monde a presque doublé tandis que la moitié de l'humanité vit avec moins de 5,50 dollars par jour et que les services publics dans les pays du sud comme dans ceux du nord sont largement sous-financés.

La montée de ces inégalités et l'approfondissement de la crise sociale dans de nombreux pays du sud comme du nord s'accompagnent d'une crise de la représentation démocratique avec l'arrivée au pouvoir de régimes autoritaires, ouvertement racistes et qui répriment les contestations sociales (en utilisant dans certains cas la violence armée pour mater les résistances populaires, dont les luttes paysannes pour l'accès aux ressources). Rien qu'en 2017, 312 défenseurs et défenseuses des droits humains et de l'environnement ont été assassiné·e·s dans 27 pays.<sup>9</sup>



**En dix ans, le nombre de milliardaires dans le monde a presque doublé tandis que la moitié de l'humanité vit avec moins de 5,50 dollars par jour.**

## **L'explosion de révoltes populaires aux quatre coins du globe remettant en cause le système néolibéral dans son ensemble**

Face aux politiques génératrices d'inégalités mais aussi destructrices pour l'environnement, on assiste en 2018-2019 à l'explosion de révoltes populaires sur tous les continents. Bien entendu, chaque mouvement social a ses propres caractéristiques. Il n'empêche que ces mouvements ont comme point commun de surgir au même moment suite à l'adoption d'une mesure politique précise (comme une taxe) pour ensuite s'étendre à des revendications globales pour plus de justice fiscale et sociale et *in fine* remettre en cause de manière explicite la classe politique dirigeante mais aussi plus largement le système économique qui les oppresse.

C'est le système néolibéral qui est ici visé. Le néolibéralisme est un mode de gestion du capitalisme qui se fonde sur la financiarisation de l'économie, la marchandisation de la société et l'individualisme (avec son idéologie de la méritocratie). Le néolibéralisme a été mis à mal lors de la crise de 2007-2008. Mais il a survécu pour revenir en force après 2010 en proposant comme solutions au monde l'austérité budgétaire et les « réformes structurelles » généralisées, détruisant ainsi les protections des travailleurs et travailleuses et des personnes déjà précarisées socialement.<sup>10</sup>

<sup>9</sup> [www.reporterre.net/312-defenseurs-de-l-environnement-et-des-droits-humains-ont-ete-assassines-en](http://www.reporterre.net/312-defenseurs-de-l-environnement-et-des-droits-humains-ont-ete-assassines-en)

<sup>10</sup> [www.mediapart.fr/journal/international/211019/crises-sociales-crises-democratiques-crise-du-neoliberalisme](http://www.mediapart.fr/journal/international/211019/crises-sociales-crises-democratiques-crise-du-neoliberalisme)

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTEXTE POLITIQUE EN BELGIQUE

La Belgique est concernée par les différentes tendances internationales que nous venons d'identifier.

### 1 Montée de l'extrême droite

Le résultat des élections législatives de 2019 est marqué, d'une part, par une « vague verte » témoignant d'une prise de conscience massive des enjeux environnementaux par l'électorat et, d'autre part, par une désaffection d'une large partie de la population pour les partis dits traditionnels. Ces partis sont accusés de mettre en œuvre des politiques néolibérales sous la houlette de l'Union européenne. Cette perception explique notamment la montée des partis des « extrêmes » qui remettent radicalement en cause, pour des raisons différentes, les choix politiques européens.

### 2 Constante augmentation de la pauvreté

La Belgique reste un pays où le niveau de pauvreté est élevé et où les inégalités économiques et sociales restent importantes bien qu'ayant moins augmenté que dans d'autres pays. Ainsi, le 1 % des ménages les plus riches détient à lui seul entre 18 et 20 % du patrimoine<sup>11</sup> tandis que

plus de 20 % de la population sont, selon les chiffres officiels, menacés de pauvreté.<sup>12</sup> Les chiffres de la pauvreté sont en augmentation tout comme le nombre de personnes sans abri ou mal logées, qui a plus que doublé entre 2007 et 2017.<sup>13</sup> Une personne sur cinq est aussi en situation de « précarité énergétique ». <sup>14</sup> Soulignons enfin que la Belgique a un des taux de pauvreté infantile les plus élevés en Europe.<sup>15</sup>

### 3 Augmentation des bénéficiaires des banques alimentaires

La faim touche plusieurs dizaines de milliers de personnes en Belgique. En 2018, les banques alimentaires ont distribué de la nourriture à 160.000 personnes alors qu'elles n'étaient « que » 70.000 en 1995.<sup>16</sup>

### 4 Dette publique en hausse

La situation sociale ne doit rien au hasard puisqu'elle est en partie la conséquence des choix politiques opérés suite à l'éclatement de la crise financière de 2007-2008. Les sauvetages bancaires à répétition ont creusé la dette publique. La hausse de cette dette, déjà élevée avant la crise financière, est ensuite devenue l'argument privilégié des gouvernements pour mener des politiques d'assainissement budgétaire et les choix effectués se sont traduits par des coupes dans les

<sup>11</sup> [www.sampol.be/2018/04/onze-vermogensverdeling-alles-kan-beter](http://www.sampol.be/2018/04/onze-vermogensverdeling-alles-kan-beter)

<sup>12</sup> [www.rtf.be/info/societe/detail\\_un-belge-sur-cinq-concerne-par-la-pauvrete?id=10047923](http://www.rtf.be/info/societe/detail_un-belge-sur-cinq-concerne-par-la-pauvrete?id=10047923)

<sup>13</sup> [www.lalibre.be/regions/bruxelles/en-10-ans-le-nombre-de-sans-abris-et-personnes-mal-logees-a-pluque-double-a-bruxelles-5dc02354d8ad58388747e5f9](http://www.lalibre.be/regions/bruxelles/en-10-ans-le-nombre-de-sans-abris-et-personnes-mal-logees-a-pluque-double-a-bruxelles-5dc02354d8ad58388747e5f9)

<sup>14</sup> La précarité énergétique désigne « l'incapacité pour un ménage d'accéder - dans son logement - à l'énergie qui lui est nécessaire, pour un coût abordable au regard de ses revenus. » ([www.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2018-13\\_chauffage.pdf](http://www.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2018-13_chauffage.pdf))

<sup>15</sup> [www.kbs-frb.be/fr/Newsroom/Press-releases/2018/20181213NDKinderarmoede](http://www.kbs-frb.be/fr/Newsroom/Press-releases/2018/20181213NDKinderarmoede)

<sup>16</sup> [www.vivre-ensemble.be/aide-alimentaire-de-la-gestion-de-la-pauvrete-a-la-lutte-contre-la-pauvrete](http://www.vivre-ensemble.be/aide-alimentaire-de-la-gestion-de-la-pauvrete-a-la-lutte-contre-la-pauvrete)

services publics mais aussi dans le budget dédié à la coopération au développement.

## 5 Non-atteinte des objectifs climatiques

La Belgique risque fortement de ne pas atteindre ses objectifs climatiques. La Ministre flamande de l'environnement et de l'énergie a clairement annoncé en octobre 2019 que l'objectif européen 2020 de réduction des émissions de CO2 ne serait certainement pas atteint.<sup>17</sup> Soulignons également le fait que la Belgique reste pour le moment liée par un traité de commerce (le Traité sur la Charte de l'énergie) qui protège l'industrie des énergies fossiles.<sup>18</sup> Ce traité constitue l'un des outils privilégiés des entreprises transnationales pour bloquer la transition énergétique. Il est, par conséquent, incompatible avec la lutte contre le réchauffement climatique. Se pose alors la question du retrait de la Belgique de ce traité avec les autres pays de l'Union européenne.

## 6 Mécontentement social grandissant

L'année 2018 a enregistré un nombre de grèves supérieur à la moyenne des trente dernières années. De nombreuses grèves ont été organisées contre la politique d'austérité et leur impact notamment sur les travailleurs et travailleuses du secteur privé et public ainsi que des pensionné-e-s. Relevons les nombreuses

mobilisations et manifestations dans la rue en 2018-2019, en particulier, les grèves étudiantes hebdomadaires pour le climat, qui ont rassemblé des dizaines de milliers d'étudiant-e-s pendant plusieurs semaines.

## 7 La Belgique frileuse à l'international

La Belgique est concernée par les défis mondiaux relevés plus haut et doit donc adapter sa politique étrangère à ces défis en respectant, protégeant et promouvant les droits humains à l'extérieur de ses frontières. Pour y parvenir, la Belgique doit utiliser les leviers politiques dont elle dispose au niveau international pour changer fondamentalement les règles du commerce international, comme le prévoient les accords de gouvernements régionaux conclus en Wallonie et à Bruxelles.

## NOTRE FIL CONDUCTEUR : LA TRANSITION VERS LA JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

La justice sociale et environnementale est le fil conducteur de notre action pour les prochaines années aussi bien dans les pays du sud qu'en Belgique.

*« Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale mais bien une seule et complexe crise socio-environnementale. Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la*

<sup>17</sup> [www.lalibre.be/planete/environnement/climat-la-flandre-n-atteindra-pas-ses-objectifs-2020-de-reduction-des-emissions-5d9d899ff20d5a27816f46eb](http://www.lalibre.be/planete/environnement/climat-la-flandre-n-atteindra-pas-ses-objectifs-2020-de-reduction-des-emissions-5d9d899ff20d5a27816f46eb)

<sup>18</sup> [www.entraide.be/la-belgique-et-l-union-europeenne-sont-elles-schizophrenes](http://www.entraide.be/la-belgique-et-l-union-europeenne-sont-elles-schizophrenes)

*nature* » affirme le pape François dans son encyclique *Laudato Si'* (139).

L'encyclique met en lien les enjeux du réchauffement climatique avec la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Le défi majeur de nos sociétés aujourd'hui est de mettre en place un développement durable et viable pour les générations présentes et futures. Un défi qui appelle une transition radicale vers la justice sociale et environnementale. Ainsi, comme le souligne encore l'encyclique, « *aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous empêcher de reconnaître qu'une vraie approche écologique se transforme toujours en une approche sociale, qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres.* » (*Laudato Si'*, 49)

En octobre 2019 s'est tenu à Rome un Synode spécial des évêques sur le thème « *Amazonie : nouveaux chemins pour l'Église et pour une écologie intégrale* ». <sup>19</sup> Le document final appelle à promouvoir un nouveau modèle de développement qui s'applique non seulement à l'Amazonie mais à l'ensemble de la planète. Il dénonce, entre autres, les travers d'une économie extractiviste qui « *surexploite la terre pour satisfaire notre insatiable consommation, détruit notre planète et menace les vies de ceux qui tentent de la protéger* ».

↙  
... *écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres.* »  
Pape François, *Laudato Si'* (49)

## Une seule et même crise

À la lumière du contexte actuel, le sens de notre mission aujourd'hui est de cheminer ensemble, avec les personnes concernées, vers l'utopie de solidarité. Une solidarité pour les générations à venir comme à l'égard de nos contemporains.

Face à ce défi, nous sommes doublement inspirés : d'une part, par le vécu des personnes vivant elles-mêmes les effets du changement climatique ainsi que celui des victimes d'une société aux politiques sociales et économiques injustes et, d'autre part, par le message du pape François.

## Priorité aux personnes fragilisées par nos sociétés

Depuis leur création, nos associations ont eu à cœur le soutien aux personnes les plus fragiles afin qu'elles puissent être actrices de leur propre vie et du développement de leurs communautés. Ce souci du plus petit <sup>20</sup> est au cœur de la doctrine sociale de l'Église.

L'encyclique *Laudato Si'* est aussi bien un hymne à la création qu'un cri d'alerte. Face aux multiples crises que nous traversons, le pape François propose une façon radicalement nouvelle d'envisager l'être humain dans son environnement naturel et social, en vue de restaurer sa dignité.

Cette écologie multidimensionnelle se décline donc sur tous les aspects de la vie (environnemental, social, économique, culturel, relationnel et spirituel), qui sont vus comme

<sup>19</sup> [www.entraide.be/IMG/pdf/analysesynode.pdf](http://www.entraide.be/IMG/pdf/analysesynode.pdf)

<sup>20</sup> soit l'option préférentielle pour les pauvres réaffirmée dans le Compendium de la doctrine sociale de l'Église, rédigé à l'initiative du Conseil pontifical Justice et Paix

“ *Il est fondamental de chercher des solutions intégrales qui prennent en compte les interactions des systèmes naturels entre eux et avec les systèmes sociaux. (...) les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature.* ”

Pape François, *Laudato Si'* [139]

interdépendants et a pour ultime objectif le bien commun pour les générations actuelles comme les générations futures.

Le pape François invite à s'interroger sur la place de l'être humain dans son environnement naturel et social et propose une nouvelle anthropologie. L'écologie intégrale envisage ainsi de restaurer le lien de chaque être humain avec ses semblables, avec la nature, avec Dieu et aussi avec lui-même, dans une harmonie choisie.

L'encyclique associe explicitement l'écologie à la dignité de l'être humain. En effet, la dégradation de l'environnement touche d'abord les groupes sociaux précarisés et les pays les plus pauvres.

L'interpellation du pape François ainsi que celle de nos partenaires sur le terrain (dans les pays du sud comme en Belgique) nous encouragent à réaffirmer les principes d'interdépendance des systèmes locaux et internationaux dans un monde complexe mais unique. Ces interpellations nous obligent à affiner notre vision de société centrée sur la relation entre les systèmes naturels et sociaux et la priorité aux plus faibles et à proposer des exemples de solutions concrètes pour y parvenir.

Ce changement systémique ne saurait avoir lieu sans une action politique forte. Nos associations veulent y contribuer par des actions de plaidoyer et de mobilisation politiques fondées sur un dialogue renforcé avec les acteurs et actrices de tous horizons (citoyen, politique, économique, scientifique, religieux) et le soutien à l'État de droit, y compris à son rôle de planification, de coordination, de régulation et de sanction.

Enfin, cette double inspiration nous offre de multiples opportunités pour pointer du doigt les freins à l'écologie intégrale, comme nous le faisons depuis de nombreuses années dans nos activités d'éducation et de plaidoyer politique, tout en nous offrant une occasion unique de créer des alternatives de société ambitieuses mais réalistes.

### **Une transition indissociable des droits humains**

Nous vivons une crise à multiples facettes qui porte atteinte à la dignité de chaque être humain, notamment dans ses relations avec les écosystèmes naturels, la société et le monde économique. Or, ce principe de dignité humaine est au cœur des différents traités et déclarations des Nations unies sur les droits humains. C'est pourquoi nous envisageons de structurer notre action autour du respect de ces droits.



# Nos défis

Outre les scores très élevés des partis d'extrême droite au niveau fédéral et en Flandre, les élections législatives de 2019 en Belgique ont été marquées par la montée en force, au niveau de la Région wallonne et de la Région bruxelloise, de partis politiques portant des programmes se positionnant en faveur d'une plus grande justice sociale et environnementale. À cet égard, les accords de gouvernements régionaux constituent pour Entraide et Fraternité et Action Vivre Ensemble des tremplins pour mener des interpellations politiques et construire des mobilisations. Parmi les revendications d'Entraide et Fraternité et Action Vivre Ensemble inscrites dans ces accords politiques figurent notamment le soutien des deux Régions à « *l'établissement du traité multilatéral contraignant visant à garantir le respect des droits humains par les firmes transnationales, actuellement en négociation à l'ONU* ». <sup>21</sup> On trouve également des balises importantes conditionnant la signature des deux Régions aux traités de commerce et d'investissements. <sup>22</sup>

Nous partons des traités de commerce pour dénoncer les obstacles structurels au **droit des peuples d'accéder aux ressources** (terre, eau, énergie), à leur souveraineté alimentaire ainsi qu'à la transition sociale et écologique (en particulier, la transition agroécologique). Nous appuyons dans le même temps des projets qui soutiennent le droit des peuples d'accéder aux ressources en mettant un accent particulier sur l'accès des **femmes** à ces ressources.

Compte tenu des opportunités offertes par les accords régionaux et du processus d'élaboration du traité sur les multinationales et les droits humains en cours au niveau de l'ONU, nous plaidons pour une réglementation contraignante pour les entreprises. Pour démontrer la nécessité d'une telle réglementation, nous nous appuyons sur nos partenaires des pays du sud et relayerons leurs luttes contre les accaparements de terres par des multinationales. Nous nous mobilisons également lorsque leurs **droits civils et politiques** sont violés.

<sup>21</sup> Page 119 de l'Accord de gouvernement wallon et page 126 de l'Accord bruxellois. Lire le texte intégral de l'Accord bruxellois sur [www.parlement.brussels/wp-content/uploads/2019/07/07-20-D%C3%A9claration-gouvernementale-parlement-bruxellois-2019.pdf](http://www.parlement.brussels/wp-content/uploads/2019/07/07-20-D%C3%A9claration-gouvernementale-parlement-bruxellois-2019.pdf). Le texte de l'accord wallon est consultable sur [www.wallonie.be/fr/actualites/declaration-de-politique-regionale-du-gouvernement-wallon-2019-2024](http://www.wallonie.be/fr/actualites/declaration-de-politique-regionale-du-gouvernement-wallon-2019-2024)

<sup>22</sup> [www.entraide.be/IMG/pdf/analyse\\_accords\\_regionaux\\_sur\\_le\\_commerce\\_international.pdf](http://www.entraide.be/IMG/pdf/analyse_accords_regionaux_sur_le_commerce_international.pdf)

Face aux discours haineux et mensongers en Belgique qui assimilent les allocataires sociaux et les réfugié-e-s à des « parasites », nous redoublons d'efforts pour rétablir la vérité sur les causes structurelles de la détresse sociale. Nous continuons ainsi à nous battre pour le respect d'un **droit de toutes et tous à une vie digne** en dévoilant les mécanismes générant la pauvreté et les inégalités, en soutenant des projets en faveur de la justice sociale et défendant des alternatives politiques visant une juste répartition des richesses entre les pays du sud et les pays du nord ainsi qu'à l'intérieur de la Belgique. Nous accordons une importance particulière aux **droits des enfants exposés à la pauvreté**.

Nous continuons à revendiquer la dimension politique de notre action. Il s'agit notamment de redonner espoir aux citoyen-ne-s dans la force de l'action collective pour dépasser le système capitaliste. Une tâche d'autant

plus ardue dans ce contexte où de nombreux dirigeant-e-s politiques rompent avec la coopération internationale et où de nombreux individus ont tendance à se replier sur eux et sur leurs proches.

En Belgique, plus particulièrement, nous plaidons et soutenons les politiques qui visent à la fois la justice sociale et la justice environnementale, les deux étant interdépendantes. Nous veillons notamment à ce que la transition écologique ne se fasse pas contre les classes sociales fragilisées qui, avec les populations des pays du sud, sont déjà les plus exposées aux effets du réchauffement climatique, comme le souligne l'encyclique *Laudato Si'* du pape François.

Pour mener ce combat pour la justice sociale et environnementale, nous mettons en résonance l'encyclique *Laudato Si'*, véritable plaidoyer pour l'écologie intégrale, avec les Objectifs de développement durable.<sup>23</sup>



© Shutterstock

<sup>23</sup> [www.entraide.be/IMG/pdf/analyse\\_table\\_ronde\\_asso\\_cathod\\_aujourd'hui.pdf](http://www.entraide.be/IMG/pdf/analyse_table_ronde_asso_cathod_aujourd'hui.pdf)

# Nos modes d'action et nos spécificités

**Nos associations identifient et mettent en œuvre trois modes d'action complémentaires : le partenariat avec des associations de lutte contre la pauvreté dans les pays du sud et en Belgique, l'éducation par le voir-juger-agir et le plaidoyer politique pour changer les politiques injustes et proposer des alternatives.**

Notre approche vise à susciter de la solidarité avec des associations partenaires de pays du sud et de Belgique. **Le partenariat** est à la fois un principe fondateur, une relation et un processus opérationnel. Il repose sur une analyse commune de nos réalités et sur un dialogue franc, la participation des populations locales et des échanges d'égal à égal où les un·e·s et les autres apportent leur contribution. Nous travaillons directement avec des groupes organisés et des communautés locales qui luttent pour une vie digne et pour des structures sociales justes.<sup>24</sup>

↙  
**il s'agit impérativement de partir des réalités vécues par les personnes exclues.**

## Pays dans lesquels nous intervenons

Belgique

*Afrique* : Burundi, RD Congo, Madagascar, Rwanda

*Amérique latine* : Brésil, Guatemala, Nicaragua, Pérou

*Caraïbes* : Haïti

*Asie* : Philippines

*Moyen-Orient* : Israël-Palestine

**NOUVEAU**

Cette solidarité passe par **l'éducation et la mobilisation du public francophone belge** et vise également la dénonciation de structures et systèmes injustes et la proposition d'**alternatives politiques**. Ainsi, par exemple, grâce au travail mené à l'occasion de nos campagnes de l'Avent et du Carême de partage, nous soutenons des partenaires actifs sur le terrain de la lutte contre la pauvreté.

Le cheminement proposé est celui du voir-juger-agir de Joseph Cardijn. Ce trio de la méthodologie de l'éducation permanente (ou populaire) a nourri les méthodes d'action de nos associations : il s'agit impérativement de partir des

<sup>24</sup> Entraide et Fraternité, *La relation partenariale, une utopie et une action communes*, juin 2018

réalités vécues par les personnes exclues. Il ne s'agit donc nullement de « gérer les pauvres » mais bien de se laisser « ensemencer<sup>25</sup> » au contact des réalités et de leurs témoins et de comprendre que la pauvreté et l'exclusion, qu'elles soient vécues dans nos pays dits riches ou dans les pays les plus pauvres de la planète, ont les mêmes racines. Enfin, il s'agit d'agir vers ce changement structurel tel que souhaité.

La complémentarité de notre travail en Belgique et dans les pays du sud permet **une compréhension et une action holistiques** afin d'aborder « *le défi urgent de sauvegarder notre maison commune (incluant) la préoccupation d'unir toute la famille humaine dans la recherche d'un développement durable et intégral* » (Pape François, *Laudato Si'*, 13).

## NOTRE IMPLICATION DANS DES RÉSEAUX ASSOCIATIFS

Ce travail, nous ne le faisons pas seuls. Toujours dans une logique de solidarité mais aussi dans une volonté de parler d'une voix forte et commune, nous nous impliquons dans des réseaux associatifs belges et internationaux qui dénoncent les obstacles à la transition sociale et écologique et proposent des alternatives.

Au niveau belge, nous sommes actifs sur les enjeux de lutte contre la pauvreté en Belgique au sein du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté et du Réseau Justice fiscale, et sur des thématiques de développement telles que le commerce international ou l'accès au foncier dans les groupes de travail du CNCD-11.11.11. (couple d'organisations belges de solidarité internationale incluant des syndicats) rassemblant également des organisations néerlandophones (Broederlijk Delen, 11.11.11., etc.), avec la Coalition contre la faim ou avec la Commission Justice et Paix. Entraide et Fraternité est aussi membre d'Acodex (fédération des ONG francophones et germanophones de coopération au développement). Dans une perspective de transition en Belgique, nous soutenons également des initiatives comme *Agroecology in Action* et la Coalition climat.

Au niveau international, Entraide et Fraternité est active dans les plateformes de la société civile des régions où nous sommes présents (Europe-Afrique centrale/Eurac, Europe-Amérique latine/EU-Lat) ainsi qu'au sein de la CIDSE, le réseau des organisations (européennes et nord-américaines) catholiques de développement.

<sup>25</sup> Molitor Michel, *Évolution des engagements chrétiens et citoyens. Le cas d'une ONG catholique aux 50 ans d'existence*. Colloque international *Pour que le terre tourne plus juste. L'engagement des chrétiens*, co-organisé par Entraide et Fraternité et la Faculté théologique de l'UCL, à Louvain-la-Neuve, mars 2014.



## NOTRE RÔLE D'ASSOCIATIONS DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Créées par la Conférence des évêques de Belgique, nos associations ont comme fondement la doctrine sociale de l'Église et ses principes de dignité, de bien commun, de subsidiarité et de solidarité.

Pour nos associations, cela se traduit en un triple mode d'action :

- 1 en sensibilisant (éduquant) les communautés catholiques et au-delà, grâce au message moderne et universel de l'Évangile,
- 2 en redistribuant les fruits de la solidarité des paroissien-ne-s (collectes dédiées des campagnes du Carême de partage et de l'Avent) aux partenaires locaux des pays du sud et aux associations de lutte contre la pauvreté en Belgique,
- 3 et, enfin, grâce à la mobilisation des citoyen-ne-s et à l'action de celles et ceux qui vivent l'exclusion et qui développent des moyens pour s'en sortir, en nous adressant aux décideurs et décideuses politiques.

### L'Évangile, comme un souffle

Soulignons l'importance du rôle politique d'une association catholique tout en précisant qu'il s'agit de rejoindre, d'accompagner des partenaires dans leurs projets. Nos partenaires ne sont pas uniquement considérés comme « des victimes » mais comme des vrais partenaires, des « acteurs qui luttent debout ». Nous sommes inspirés dans ce sens par l'Évangile : une parole qui invite (qui incite) à la créativité pour une plus grande solidarité. Michel Molitor, ancien président de nos associations, nous dit : « *La conviction religieuse peut être une inspiration pour le politique à condition, précisément, qu'on ne confonde pas les deux registres. Faire de la politique, ce n'est pas évangéliser, faire de la politique, c'est tenter d'aboutir à un monde meilleur ou participer à la réforme morale de la société pour qu'elle devienne meilleure.* »<sup>26</sup>

<sup>26</sup> Molitor Michel, *Christianisme et résistance*. Conférence au vicariat de Bruxelles et à l'évêché de Liège, janvier 2017.

 **OBJECTIFS**  **DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**



# Nos objectifs thématiques

**D**ans le cadre de notre mission, nous souhaitons cibler des domaines prioritaires grâce auxquels nous parviendrons à améliorer la qualité et l'étendue de notre travail et à obtenir un impact plus important.

Nous avons identifié cinq thématiques de travail formulées de manière à montrer l'importance d'accès à des droits fondamentaux. Ce travail s'inscrit dans l'ambition de l'atteinte des Objectifs de développement durable en 2030.



## Objectif spécifique n°1

LE DROIT D'ACCÈS AUX RESSOURCES



## Objectif spécifique n°2

LE DROIT À UNE VIE DIGNE



## Objectif spécifique n°3

LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES



## Objectif transversal n°1

LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES



## Objectif transversal n°2

LE DROIT D'ÉGALITÉ DE GENRE



## Objectif spécifique n°1

### LE DROIT D'ACCÈS AUX RESSOURCES

#### POURQUOI CETTE THÉMATIQUE ?

L'intervention humaine a perdu son caractère « amical », pour adopter une attitude vorace et prédatrice qui tend à contraindre la réalité à l'épuisement de toutes les ressources naturelles disponibles. Pour contrer ce phénomène qui nuit gravement à la vie, il est nécessaire de **rechercher des modèles économiques alternatifs, plus durables, plus respectueux de la nature, avec un solide fondement spirituel**.<sup>27</sup> Dans les 17 Objectifs de développement durable de l'ONU, repris dans un document

intitulé *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*<sup>28</sup>, il est indiqué que 500 millions de petites exploitations agricoles fournissent jusqu'à 80 % de la nourriture consommée dans les pays en développement. Pourtant, une personne sur dix dans ces pays vit encore avec moins de 1,90 dollar par jour et des millions d'autres ne gagnent guère plus. Dans ce contexte, les femmes sont systématiquement plus pauvres et exclues que les hommes. Enfin, notre consommation effrénée entraîne des changements

#### NOTRE OBJECTIF

À travers notre option préférentielle pour les pauvres, nous soutenons les communautés qui, dans le respect de leur culture et de leur spiritualité, exercent leurs droits à l'accès aux ressources et au contrôle des ressources naturelles et qui profitent de l'utilisation durable et de la gestion durable de ces ressources.

**Les enjeux liés à l'alimentation et la transition écologique en agriculture, la terre et la régulation du commerce international sont au cœur de notre action.**

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Les communautés exercent leurs droits à l'accès et au contrôle des ressources et améliorent leurs conditions de vie de manière juste et durable.

**Résultat 2 :** Les obstacles à l'exercice du droit aux ressources sont identifiés et des alternatives sont proposées pour y remédier. Les populations, les décideurs et décideuses du nord et du sud et les institutions internationales sont informées de ces obstacles et adoptent des politiques favorables. Les communautés tant en Belgique que dans les pays du sud se mobilisent.

<sup>27</sup> Cfr le document final du Synode intitulé *Amazonie : nouveaux chemins pour l'Église et pour une écologie intégrale* sur [www.vatican.va/roman\\_curia/synod/documents/rc\\_synod\\_doc\\_20191026\\_sinodo-amazonia\\_fr.html](http://www.vatican.va/roman_curia/synod/documents/rc_synod_doc_20191026_sinodo-amazonia_fr.html)

<sup>28</sup> [sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld](https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld)

climatiques qui touchent d'abord aussi les femmes les plus démunies de la planète.

Le droit aux ressources se réfère à l'accès par des individus et des collectivités à la gestion participative, juste et durable des ressources pour leur plein développement et épanouissement. Ce droit s'inscrit dans une vision de l'écologie et du développement intégral humain et est doté d'une dimension économique, politique et sociale mais aussi culturelle et spirituelle. C'est dans ce cadre que nous portons une attention

particulière au droit à l'alimentation et soutenons la transition écologique en agriculture, y compris dans sa nécessaire dimension commerciale (accès au marché...).

L'accès aux ressources est la thématique principale d'Entraide et Fraternité en 2020-2024. Elle offre une approche holistique à la thématique du droit à l'alimentation que nous avons abordée au cours des années antérieures. Le droit des peuples d'accéder aux ressources doit s'entendre comme faisant partie d'une écologie intégrale.

## POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

- 1 Nous **soutenons des initiatives** qui abordent l'agroécologie à travers les enjeux environnementaux, politiques, socioculturels, économiques et spirituels.
- 2 Nous **renforçons les programmes agricoles** qui répondent et atténuent les effets du changement climatique.
- 3 Nous renforçons notre travail relatif au droit des peuples d'accéder aux ressources naturelles par des **analyses rigoureuses**.
- 4 Nous abordons ce thème avec un regard particulier sur les inégalités de genre et les droits des enfants et des jeunes.
- 5 Nous participons à des **réseaux** pour augmenter notre capacité de présenter l'agroécologie comme une alternative sérieuse et viable.
- 6 Nous luttons pour **empêcher la signature et/ou réformer des traités de commerce** et d'investissement ciblés et œuvrons à la régulation du commerce international (réglementation nationale et internationale). Nous analysons les impacts de ces traités sur les populations afin de les sensibiliser et les mobiliser.
- 7 **NOUVEAU** Nous **dénonçons les accaparements de terres** pour des projets agro-industriels qui violent les droits des communautés rurales.



## Objectif spécifique n°2

### LE DROIT À UNE VIE DIGNE

#### POURQUOI CETTE THÉMATIQUE ?

La pauvreté augmente, et pas que dans les pays du sud. La Belgique présente un bien triste bilan<sup>29</sup> : en 1995, les bénéficiaires des banques alimentaires étaient 70.000... ils sont 100.000 de plus aujourd'hui. Les familles monoparentales (surtout des mères) et les jeunes sont particulièrement impactés. L'augmentation du nombre de personnes SDF ainsi que de personnes émargeant au CPAS sont d'autres révoltants exemples. Les contraintes administratives mais également la

diminution des budgets structurels alloués aux associations sont autant de difficultés vécues par les acteurs et actrices de lutte contre la pauvreté que nous soutenons. La stigmatisation et la culpabilisation de la personne en situation de pauvreté renforce son exclusion sociale et affaiblit les solidarités collectives. Dans un contexte de déresponsabilisation de l'État, notre système de sécurité sociale, principal rempart contre la pauvreté, est mis à mal. Or, l'aide d'urgence ne peut pas être considérée comme une réponse unique et suffisante.

#### NOTRE OBJECTIF

Nous contribuons à la construction de la dignité humaine en Belgique en **appuyant financièrement des projets** de lutte contre la pauvreté et ses causes structurelles et **en créant des temps de rencontre et de débat** à destination des citoyen-ne-s et des associations.

**Nous soutenons la transition vers un modèle de société plus juste et écologiquement soutenable.**

Renforcés par le vécu et la réflexion de nos partenaires, et grâce à nos réseaux associatifs, nous participons au débat politique pour que les droits humains soient une réelle préoccupation pour nos responsables politiques belges.

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Les associations de lutte contre la pauvreté en Belgique francophone et germanophone sont soutenues dans leurs démarches de lutte contre la pauvreté et de participation aux changements structurels de la société.

**Résultat 2 :** Des acteurs et actrices de lutte contre la pauvreté (associations, structures d'Église, mandataires politiques, volontaires, citoyen-ne-s, ...) se mobilisent individuellement et collectivement pour promouvoir et défendre la dignité humaine et réussissent à faire entendre leurs revendications politiques.

<sup>29</sup> Voir le baromètre interfédéral de la pauvreté sur [enquete.mi-is.be/barometer/fr](https://enquete.mi-is.be/barometer/fr)

La dignité consiste à accéder au droit d'être acteur et actrice de sa propre histoire personnelle et collective pour ainsi avoir part aux richesses économiques, sociales, intellectuelles, culturelles et spirituelles de la société. **À nos yeux, la pauvreté est une atteinte à la dignité humaine.** Elle est une réalité multidimensionnelle, structurelle et systémique dont on ne sortira qu'en luttant contre l'individualisation de la responsabilité. L'émancipation des citoyen·ne·s passe par une responsabilité collective. Il s'agit dès lors de rappeler sans relâche

aux acteurs et actrices politiques leur responsabilité de mener des politiques sociales ou économiques justes, basées sur des mécanismes de solidarité.

Pour nous, les changements climatiques contribuent aux inégalités sociales et économiques... et vice-versa : la lutte contre les inégalités est un nécessaire levier à la transition vers une société juste et respectueuse de l'environnement. Justice sociale et justice environnementale sont indissociables. Le droit à une vie digne est la thématique principale d'Action Vivre Ensemble.

## POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

NOUVEAU

- 1 Nous mettons en place une **évaluation de notre travail de soutien** aux associations de lutte contre la pauvreté et prenons en compte les recommandations pour renforcer notre approche. Ce travail est réalisé en concertation avec nos commissions de travail composées d'expert·e·s internes et externes à nos associations.
- 2 Nous élaborons un **travail d'analyse des enjeux** de lutte contre la pauvreté et diffusons largement nos propositions d'alternatives.
- 3 Nous continuons notre travail de **sensibilisation et d'éducation permanente** avec des publics diversifiés (équipes de solidarité, volontaires, associations...).
- 4 Nous renforçons la **visibilité de notre travail** de résistance aux injustices par une présence accrue dans les médias et réseaux sociaux.
- 5 Nous renforçons une **présence active dans les réseaux belges** de lutte contre la pauvreté et pour la justice sociale.



## Objectif spécifique n°3

### LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES

#### POURQUOI CETTE THÉMATIQUE ?

Les enfants représentent plus d'un tiers de la population mondiale et ce pourcentage augmente significativement dans les pays du sud. Même si des progrès ont été accomplis ces dernières années, la situation des enfants dans le monde est encore préoccupante ; de nombreux enfants restent victimes de violence, de

maltraitance ou encore de discrimination. La pauvreté demeure le principal facteur de violation des droits des enfants. En Belgique, actuellement, 40 % des enfants à Bruxelles et 25 % des enfants en Wallonie vivent sous le seuil de pauvreté, soit pas moins de 80.000 enfants de 0 à 6 ans touchés par ce fléau en Fédération Wallonie-Bruxelles.

#### NOTRE OBJECTIF

Nous soutenons des **initiatives, dans les pays du sud comme en Belgique**, qui donnent plus d'espace, de visibilité et de pouvoir aux enfants et aux jeunes. Des initiatives qui placent les enfants et les jeunes au centre de l'action et qui offrent des espaces où chacun-e, quels que soient son âge, son genre ou son origine, est entendu-e, protégé-e et respecté-e. **La participation est vue comme un moyen et un objectif.**

NOUVEAU

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Les communautés, les prestataires de service (services de protection de l'enfance, garderies, écoles), les pouvoirs locaux ainsi que les enfants et les jeunes eux-mêmes ont les moyens de prévenir, répondre et dénoncer les situations de violence (physique, psychologique, institutionnelle, etc.) à leur égard.

**Résultat 2 :** Les jeunes et les enfants sont reconnus et se reconnaissent comme premiers porte-paroles de leur vécu et de leur quotidien. Ils et elles contribuent à la construction de solutions les concernant au niveau politique, climatique, social et culturel.

Les personnes âgées de moins de 25 ans représentent près de la moitié de la population mondiale et donc la moitié de son potentiel. La jeunesse demeure un aspect démographique important et la prise en compte de cette catégorie est un enjeu démocratique mondial. Elle est aussi surexposée aux conflits du monde, aux migrations, à l'extrême pauvreté et au changement climatique.

Dans ce contexte, les droits des enfants et des jeunes sont **un aspect essentiel d'une société juste basée sur une approche de défense des droits humains**. Bien que ces droits constituent un tout indivisible, nous mettons l'accent sur le droit à la participation.

### POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

- 1 Nous **documentons l'impact** du rôle des enfants et des jeunes et développons une expertise en la matière liée aux projets de terrain. Nous déconstruisons les principaux obstacles (paternalisme, autoritarisme, assistance) à la mise en œuvre d'une approche axée sur les droits.
- 2 Nous renforçons notre travail relatif aux droits des enfants et des jeunes avec **une analyse et une diffusion de bonnes pratiques et d'études de cas** pour influencer la prise de conscience.
- 3 Nous développons les **partenariats** qui sont alignés avec notre vision ainsi que les projets portés par des jeunes.
- 4 Nous intégrons un regard spécifique sur les situations des droits des enfants et des jeunes dans notre travail sur le droit aux ressources, les droits civils et politiques et l'**égalité de genre**.
- 5 Nous renforçons **notre engagement avec des réseaux** partageant les mêmes orientations politiques.
- 6 Nous élaborons **des balises et des indicateurs** de résultats clairs pour le suivi et la réussite de nos programmes de travail.



## Objectif transversal n°1

### LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES

#### POURQUOI CETTE THÉMATIQUE ?

En 2018, 321 défenseurs et défenseuses des droits humains et de l'environnement dans 27 pays ont été pris-e-s pour cible et tué-e-s à cause de leur travail. C'est le nombre le plus élevé jamais enregistré selon les données collectées. Plus des trois quarts du nombre total d'activistes assassiné-e-s défendaient le droit à la terre, l'environnement et les droits des populations autochtones, souvent dans le contexte de l'opposition à des projets

miniers ou des mégaprojets soutenus par l'État.<sup>30</sup> Cette donnée va de pair avec **le rétrécissement de l'espace civique observé au cours de la dernière décennie, autant dans les pays du nord que du sud**. En principe, les nouvelles réglementations visent à renforcer la gouvernance et la responsabilité de la société civile et à affirmer la souveraineté nationale sur le processus de développement. Dans la pratique, cependant, les efforts de régulation de l'espace civique sont

#### NOTRE OBJECTIF

Nous œuvrons à **la protection des droits civils et politiques des individus et des organisations**, particulièrement celles et ceux impliqué-e-s dans l'accès aux ressources qui font l'objet d'une criminalisation par les pouvoirs en place, et qui combattent, **dans les pays du nord comme ceux du sud**, les structures inégales du pouvoir et proposent des alternatives viables. Ces droits sont abordés **de manière transversale** dans tous nos programmes.

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Les mouvements sociaux criminalisés et fragilisés, principalement dans les pays du sud, sont soutenus à travers des programmes de renforcement des capacités, de mise en réseau, de soutien financier, etc.

**Résultat 2 :** Les communautés soutenues et mobilisées, en Belgique comme dans les pays du sud, comprennent et entreprennent des actions de mobilisation et de plaidoyer pour les droits civils et politiques.

<sup>30</sup> [www.frontlinedefenders.org/fr/resource-publication/global-analysis-2018](http://www.frontlinedefenders.org/fr/resource-publication/global-analysis-2018)

souvent un mélange lourd de stigmatisation et de délégitimation, d'application sélective de règles et de restrictions, de violence et d'impunité pour la violence contre les acteurs et actrices et les groupes civiques, motivés par la concentration ou la consolidation du pouvoir politique.

Les droits civils et politiques sont traditionnellement ceux qui visent à protéger les individus par rapport à l'État. Mais nous concevons également ces droits de manière collective. Les

droits civils et politiques comprennent entre autres la liberté d'expression, la liberté de pensée, de conscience et de religion, la liberté de réunion, d'association et de rassemblement pacifique, le droit à la liberté de mouvement et à la sécurité, le droit à la propriété et le droit à la nationalité.

Nous défendons les droits civils et politiques car ces droits sont issus de choix politiques : leur usage est un moteur et un vecteur de tous les droits.

## POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

1 Nous approfondissons notre travail en matière de droits civils et politiques en en faisant une **analyse rigoureuse de la situation des pays où nous œuvrons**. Une attention particulière sera accordée aux populations les plus pauvres, aux femmes et aux défenseurs et défenseuses des droits civils et politiques.

2 Nos publics sont informés de la situation des droits civils et politiques dans nos régions d'intervention et se mobilisent pour leur respect.

3 Nous soutenons la **mise en réseau des organisations** avec lesquelles nous travaillons.

4 Nous participons activement à **nos réseaux de plaidoyer**.

5 Nous maintenons une enveloppe financière annuelle

pour **soutenir les individus menacés du fait de leur travail de défense** des droits civils et politiques.

6 Nous élaborons des propositions - **projets ou actions de lutte sociale et civile** - visant le respect des droits civils et politiques sur les questions d'accès aux ressources.

7 **NOUVEAU** Nous intégrons systématiquement **les droits civils et politiques dans nos différents programmes de travail** soumis aux bailleurs de fonds publics comme privés.

8 Nous renforçons notre **système de suivi-évaluation** nous permettant de mesurer l'impact de nos actions en matière de droits civils et politiques et ce, y compris sur les montants à allouer au financement de projets en Belgique comme dans les pays du sud.

NOUVEAU



## Objectif transversal n°2

### LE DROIT D'ÉGALITÉ DE GENRE

#### POURQUOI CETTE THÉMATIQUE ?

Malgré la large médiatisation faite ces dernières années par les mouvements féministes, **les femmes continuent à être les premières victimes des inégalités sociales, économiques et culturelles**. En Belgique, une femme sur trois a subi des violences sexuelles ou physiques au cours de sa vie.<sup>31</sup> Les femmes sont également les premières victimes des coupes dans

les budgets publics. Dans les pays du sud, ce sont principalement les femmes qui doivent faire face aux effets du réchauffement climatique et elles sont les premières victimes des guerres, le viol continuant à être utilisé comme arme de guerre. Pourtant piliers de l'économie locale via, entre autres, le développement de projets d'agriculture familiale, elles ont de plus en plus de mal à subvenir aux besoins de leur famille.

#### NOTRE OBJECTIF

Nous contribuons à la construction d'une culture d'égalité de genre **en intégrant de manière transversale** cette approche. Plus particulièrement en **soutenant des projets** qui tiennent compte de cette dimension, en **contribuant activement au débat politique** mené par nos partenaires et en **sensibilisant nos publics, en Belgique comme dans les pays du sud**.

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1** : Nous intégrons l'égalité de genre comme incontournable pour mener à bien nos missions d'appuis aux projets de développement et de lutte contre la pauvreté.

**Résultat 2** : Nos différents publics (y compris les décideurs et décideuses politiques) et nos partenaires (y compris les décideurs religieux) sont sensibilisés à l'importance d'une approche genrée dans les différentes actions que nous menons avec eux.

<sup>31</sup> [www.cncd.be/SHE-HAD-A-NAME-Contre-les](http://www.cncd.be/SHE-HAD-A-NAME-Contre-les)

Nous considérons le genre comme une grille de lecture incontournable renvoyant aux normes, stéréotypes, attentes, comportements attendus pour l'un ou l'autre sexe, qui sont des constructions socioculturelles capables d'être modifiées. L'égalité de genre signifie dès lors que les droits, les responsabilités ainsi que les possibilités qui sont offertes à une personne ne dépendront pas du fait d'être née de l'un ou l'autre sexe.

Nos associations ont reçu historiquement la mission d'être attentives aux personnes les plus exclues. Cela implique de travailler, en Belgique comme dans nos pays partenaires, sur les mécanismes qui excluent des citoyen-ne-s à cause de leur genre et de travailler avec elles et eux pour qu'ils et elles soient en mesure de prendre une part active dans la société.

## POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

1 Nous développons une **culture d'égalité de genre** en interne de nos associations comme auprès de l'ensemble de nos parties prenantes. Cela passe, entre autres par :

NOUVEAU

- un état des lieux interne pour évaluer l'intégration du genre dans nos différents démarches,
- le travail dynamique de notre commission de travail composée d'expert-e-s internes et externes à nos associations,
- une logique de formation continue de nos parties prenantes,
- l'actualisation et l'appropriation de notre charte genre.

2 Nous intégrons systématiquement **le genre dans nos différents programmes de travail** soumis aux bailleurs de fonds tant publics que privés.

3 Nous renforçons notre **système de suivi-évaluation** nous permettant de mesurer l'impact de nos actions en matière de genre, et ce y compris sur les montants à allouer aux financements de projets en Belgique comme dans les pays du sud.

4 Nous intégrons **une analyse de genre** (transversale et spécifique) dans nos outils de communication et de sensibilisation (y compris lors de nos campagnes annuelles) à destination de nos parties prenantes et de nos différents publics.

5 Nous contribuons aux démarches collectives de **nos réseaux** associatifs et nous renforçons ceux-ci.



# Nos objectifs stratégiques internes

**À** côté des thématiques identifiées, nous avons choisi de concentrer nos efforts sur cinq types d'objectifs stratégiques internes que nous devons atteindre si nous voulons être en mesure de réaliser notre mission, et qui seront traduits en plans d'action concrets.

1

NOTRE IDENTITÉ CHRÉTIENNE ASSUMÉE  
ET NOS PUBLICS CIBLÉS

2

UN TRAVAIL POLITIQUE RENFORCÉ  
ET COMMUN À NOS DEUX ASSOCIATIONS

3

DES LIENS RENFORCÉS ENTRE LE NORD ET LE SUD

4

UNE MISSION D'ÉDUCATION CONSOLIDÉE

5

UNE ORGANISATION EXEMPLAIRE

**5.1** Une organisation intègre et redevable

**5.2** Une organisation qui évalue, apprend de ses pratiques et s'améliore

# 1

## Objectif stratégique n°1

### NOTRE IDENTITÉ CHRÉTIENNE ASSUMÉE ET NOS PUBLICS CIBLÉS

#### POURQUOI CET OBJECTIF ?

Si, dans notre combat, nous rejoignons des hommes et des femmes de tous les horizons partageant notre désir de construire un monde libéré de l'injustice et de l'exploitation, notre travail et notre action sont nourris des enseignements de l'Évangile.

Aujourd'hui, cette inspiration fondamentale guide toujours nos associations. Nous souhaitons encore que notre travail et notre action participent à ce qu'on pourrait appeler une histoire efficace de l'Évangile, c'est-à-dire la venue d'un monde juste et solidaire, ouvert à toutes et tous et soucieux des plus petits.

#### NOTRE OBJECTIF

Nous incitons à une action de solidarité inspirée par l'Évangile, et ce de manière adaptée à nos différents publics.

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Nous assumons notre identité chrétienne et nous sommes capables de nous adresser à toutes et tous. Tout en restant actives dans les paroisses, nos associations rejoignent les chrétiens hors des paroisses.

**Résultat 2 :** Notre lien avec l'institution Église reste fort tout en conservant une posture libre et critique et en exerçant pleinement, en toutes circonstances, nos missions pour la justice sociale et la protection de la dignité de toutes et de tous.

#### POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

NOUVEAU

1 Nous mettons en place une **stratégie éducative** pour travailler avec les nouveaux publics identifiés.

2 Nous valorisons **l'apport du témoignage** ainsi que de l'existence de nombreux relais dans les milieux religieux et spirituels que nous pourrions renforcer.

NOUVEAU

3 Nous organisons **des animations spirituelles** et des formations pour le personnel afin de permettre de s'orienter davantage vers de nouveaux publics.

4 Nous portons une attention à ce que notre identité et notre « message » chrétien **s'incarnent dans toutes nos activités** d'éducation, de partenariat et de plaidoyer auprès des institutions d'Église.

## 2

### Objectif stratégique n°2

#### UN TRAVAIL POLITIQUE RENFORCÉ ET COMMUN À NOS DEUX ASSOCIATIONS

##### POURQUOI CET OBJECTIF ?

Notre mission vise un changement structurel qui passe par l'appui à l'action de nos partenaires sur le terrain et la mobilisation des citoyen-ne-s qui vont, à leur tour, nourrir une interpellation des acteurs politiques. Un travail de plaidoyer commun et renforcé nous paraît dès lors indispensable pour mener à bien nos missions.

##### NOTRE OBJECTIF

Nous sommes un acteur reconnu de changement politique. Nos propositions sont portées par l'ensemble de l'organisation et nourries par nos partenaires du nord et du sud grâce à un travail politique renforcé.

##### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Nous avons une longueur d'avance en termes d'actualités, de messages et d'actions politiques et nous nous positionnons comme un acteur reconnu de changement politique. Nos publications sont lues par un

large public et trouvent un écho au-delà de notre audience habituelle.

**Résultat 2 :** Les échanges socio-politiques avec nos partenaires du nord et du sud sont renforcés afin de co-construire nos positionnements et nos actions de plaidoyer, ce qui nous permet de porter un message fort au niveau politique.

##### POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

- 1 Nous précisons nos **angles d'analyse**, nous identifions nos sujets de prédilection et développons une compétence interne partagée autour de ceux-ci grâce à des missions conjointes.
- 2 Nous organisons des **formations en interne** pour partager les savoirs, créer plus de liens entre nos différents secteurs, renforcer notre spécialisation et approfondir nos contenus.
- 3 Nous renforçons notre positionnement politique en interne, grâce :
  - au profil et aux compétences des membres du **département Partenariat international**,
  - à un **secteur politique dont le temps de travail sera renforcé** et dont les liens nord-sud apparaissent comme centraux,
  - à une **mobilisation citoyenne politique** renforcée qui vient donner de la légitimité à nos interpellations.
- 4 Nous renforçons la diffusion de nos messages dans les pays du sud pour préciser **notre positionnement et celui de nos partenaires** avec une centralisation efficace des informations.

# 3

## Objectif stratégique n°3

### DES LIENS RENFORCÉS ENTRE LE NORD ET LE SUD

#### POURQUOI CET OBJECTIF ?

Le contexte international nous le démontre chaque jour : notre mode de vie et la technicité qui l'accompagne font que le « monde est un village » où les enjeux socio-politiques et économiques sont interconnectés. Notre capacité unique à créer des ponts entre nord et sud est à considérer comme une réelle plus-value dans le contexte ecclésial et associatif d'aujourd'hui.

#### NOTRE OBJECTIF

Nous sommes responsables de privilégier et de faire connaître le point de vue concerté entre nos partenaires au nord et au sud. Pour cela, ceux-ci sont en lien, se connaissent et interagissent dans un mouvement global durable.

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Nous nous positionnons comme ayant un rôle de réseautage, de mobilisation et de proposition pour faire en sorte que toutes les conditions soient mises en place pour qu'un lien puisse exister si les partenaires du nord et du sud le désirent.

**Résultat 2 :** Les revendications politiques que nous partageons au sein de nos réseaux associatifs et que nous portons auprès des décideurs politiques belges et européens tiennent compte de l'analyse géopolitique complexe et de liens d'interdépendance qui existent entre le nord et le sud.

#### POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

NOUVEAU

- 1 Nous développons des **thèmes de réflexion et d'action communs** pour les partenaires en Belgique et dans les pays du sud.
- 2 Nous organisons des **temps de réflexion** et réalisons des **outils de communication** permettant à nos partenaires, en Belgique comme dans les pays du sud, de partager, si possible ensemble et avec nous, leurs points d'attention au niveau de leur analyse des enjeux de société.

#### POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

- 1 Nous développons une **expertise consolidée** sur nos sujets et nous réalisons des analyses de conjoncture en lien avec le service politique, comprenant des positionnements politiques.
- 2 Nous menons un travail d'éducation tout au long de l'année à partir de **nos thématiques de travail**.

# 4

## Objectif stratégique n°4

### UNE MISSION D'ÉDUCATION CONSOLIDÉE

#### POURQUOI CET OBJECTIF ?

Nous avons une expertise reconnue dans les actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS), que ce soit dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou auprès de publics adultes. L'ECMS et l'éducation permanente sont les outils centraux de transmission et de conscientisation aux valeurs démocratiques, ainsi qu'un rempart pour contrer la montée de l'extrême droite. Le développement de cet axe de travail est donc attendu par nos partenaires.

#### NOTRE OBJECTIF

Nous accompagnons nos publics en Belgique pour qu'ils deviennent encore plus des acteurs (à titre individuel et collectif) de changement au nord et dans les pays du sud, pour un monde solidaire où les droits humains et la justice sociale sont une réalité.

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Nos associations agissent en suscitant et en accompagnant la mobilisation, le changement et la transition. Nous proposons des moyens de mobilisation politique – citoyenne

et collective – pour laquelle nos méthodes sont un moyen et non une fin.

**Résultat 2 :** Nous mettons en place un processus éducatif continu avec nos publics qui s'appuie, entre autres, sur les temps forts de nos campagnes de sensibilisation.

NOUVEAU

- 3 Nous menons des **campagnes de sensibilisation et de mobilisation** nourries de nos positionnements politiques.
- 4 Nous facilitons la **remontée des informations de terrain** de la part de nos partenaires pour être encore plus à leur écoute et nourrir nos mobilisations.
- 5 Nous mettons en place une **communication proactive** grâce à un positionnement clair sur des thèmes d'actualité en lien avec nos thématiques de travail et nos pays d'intervention.
- 6 Nous mettons en place des **espaces d'échange** en interne et avec nos publics sur les sujets d'actualité et sur nos contenus pour orienter les actions à mettre en place de manière participative et engageante.
- 7 Nous mettons en valeur notre démarche d'éducation, y compris dans sa traduction en termes de **suivi-évaluation au sein des différents programmes de travail** soumis aux bailleurs de fonds tant publics que privés.

# 5.1

## Objectif stratégique n°5.1

### UNE ORGANISATION INTÈGRE ET REDEVABLE

#### NOTRE OBJECTIF

Nous sommes en mesure de démontrer l'impact de nos actions et de renforcer la confiance de nos parties prenantes. Nous nous dotons de mécanismes clairs, fonctionnels et connus de toutes et tous pour attester de notre intégrité et redevabilité.

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Nous avons une stratégie et des pratiques qui font la différence et sommes en mesure de le démontrer à toutes nos parties prenantes. Nos bailleurs, donateurs et donatrices et parties prenantes nous font confiance et tous les acteurs et actrices de l'Église nous reconnaissent comme un acteur incontournable de la solidarité.

**Résultat 2 :** Nous promouvons et encourageons les pratiques d'intégrité en notre sein et chez nos partenaires. Ainsi, l'ensemble de nos collaborateurs et collaboratrices, bénévoles, stagiaires et partenaires signent et se réfèrent à notre code éthique en l'intégrant dans leurs pratiques.

#### NOUVEAU

#### POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

- 1 Nous élaborons un **code éthique** à signer par tous nos collaborateurs et collaboratrices, bénévoles, stagiaires et partenaires et définissons des mesures applicables en cas de non-respect de celui-ci.
- 2 Nous mettons en place un **système de gestion des plaintes** et de diminution des risques internes et externes liés à l'intégrité.
- 3 Nous identifions un **conseiller ou une conseillère intégrité et redevabilité** comme personne référente sur ces sujets.
- 4 Nous définissons nos **positionnements** liés aux questions d'intégrité et partageons ceux-ci avec nos pairs et nos publics.
- 5 Nous communiquons au moins une fois par an globalement sur les atteintes à l'intégrité, y compris sur **notre suivi des plaintes**.

## 5.2

### Objectif stratégique n°5.2

UNE ORGANISATION QUI ÉVALUE,  
APPREND DE SES PRATIQUES ET S'AMÉLIORE

#### NOTRE OBJECTIF

Nous prenons le temps de faire le point sur nos pratiques, et ce en concertation avec nos différentes parties prenantes (donateurs et donatrices, bailleurs et partenaires) pour garantir une action pertinente qui réponde à leurs besoins tout en garantissant une adéquation avec nos valeurs.

#### RÉSULTATS ATTENDUS D'ICI À 2024

**Résultat 1 :** Nous disposons de plusieurs indicateurs et de données factuelles permettant d'évaluer de manière objective la qualité de nos actions et celles de nos partenaires pour en faire un suivi rigoureux.

**Résultat 2 :** Nos associations se sont forgé une culture de l'apprentissage grâce à un ensemble de méthodes et de processus qui facilitent le partage de la connaissance et l'amélioration continue de nos programmes.

#### POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

- 1 Nous élaborons un **système de suivi-évaluation global** et de mesure d'impact pour nous et pour tous nos bailleurs, en concertation avec nos partenaires.
- 2 Nous définissons nos **indicateurs** de suivi-évaluation-apprentissage et des processus et méthodes de suivi.
- 3 Nous formalisons l'intégration de l'étape de l'apprentissage dans le **cycle de nos projets**
- 4 **NOUVEAU** Nous accompagnons les **coordinateurs-trices de chaque pays** dans un cycle de suivi-évaluation-apprentissage ainsi que dans la collecte de données factuelles.
- 5 Nous formons chaque **nouvel-le arrivant-e** dans nos associations à la culture du résultat et de l'impact.

pour une prise en compte des leçons apprises dans la formulation d'un nouveau projet/programme.

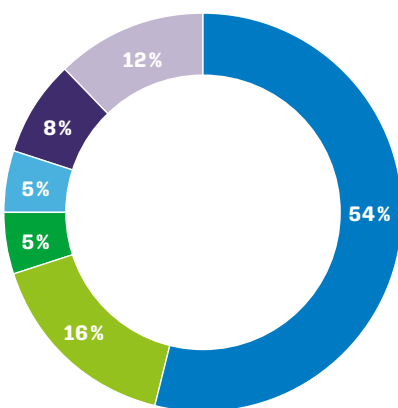


# Les moyens que l'on se donne

## LA PART DES FONDS ATTRIBUÉS À NOS MISSIONS

D'ici à 2024, nous avons pour ambition de renforcer l'enveloppe financière destinée aux programmes de partenariat ainsi qu'au travail politique. Nous souhaitons le maintien de l'enveloppe existante sur l'éducation en s'appuyant sur les investissements passés et sur une diminution relative des charges administratives.

Notre objectif pour 2024  
**La part des fonds attribuée à nos missions**

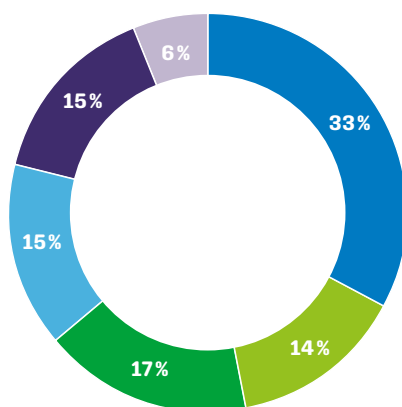


- Programme partenariat Belgique et International
- Éducation
- Politique
- Communication
- Récolte de Fonds
- Coordination et administration

## L'ÉVOLUTION DE LA TYPOLOGIE DE NOS PUBLICS

Face à l'évolution du public d'Église et étant donné notre mission, nous devons travailler en dialogue avec l'Église à renouveler et à rajeunir nos publics. D'ici à 2024, nous souhaitons dès lors voir attribué notre temps de travail aux publics selon le graphique ci-dessous.

Notre objectif pour 2024  
**Répartition de notre temps de travail autour de nos publics**



- **Paroisses** : inclut le travail avec les volontaires.
- **Jeunes** : écoles et public scolaire (formations aux enseignant-e-s, projets d'écoles).
- **Associations Nord** : associations et ONG en Belgique.
- **Grand public (pluraliste)** : public non catholique, jeunes adultes jusqu'à 35 ans (kots-à-projet, groupes de jeunes).
- **Catholiques hors paroisses** : public sociologiquement chrétien.
- **Décideurs et décideuses (politiques et religieux)** : responsables politiques (principalement) aux niveaux belge et européen, responsables religieux aux niveaux diocésain et épiscopal.

## UNE LEVÉE DE FONDS RENFORCÉE ET DÉPLOYÉE

Le contexte actuel en termes de rentrées financières n'est plus celui que nos organisations ont connu par le passé : aujourd'hui, les récoltes de solidarité durant les temps liturgiques de l'Avent et du Carême de partage ne suffisent plus à financer notre mission dans ses trois dimensions (éducation, appui aux projets et politique) et nos fidèles donateurs et donatrices sont vieillissant·e·s.

Si nous voulons **continuer à être solidairement ambitieux**, nous devons diversifier et renouveler nos sources de financement (publiques comme privées) tout en gardant une balise claire qui est le respect de nos valeurs d'intégrité et de respect de nos partenaires.

## NOTRE MODE DE GOUVERNANCE

En toile de fond se pose la question du mode de gouvernance pouvant nous aider (nous guider) à remplir notre mission. Nous nous engageons à garantir une gouvernance garante de la gestion saine, de la circularité et de la fluidité de notre fonctionnement, qui définit et respecte les rôles et responsabilités individuelles et collectives. Cela doit se faire en accord avec nos valeurs : confiance et redevabilité, respect (qui implique entre autres une reconnaissance du travail fourni) et transparence (dont communication).

Cela implique :

- de réfléchir aux implications du mode de gouvernance choisi par l'institution : avec des niveaux de responsabilité et des modes de participation et de co-construction,
- de clarifier les rôles et responsabilités, individuels et collectifs, à chaque niveau de l'organisation,
- de s'enrichir du quotidien tout en étant visionnaire (arriver à faire des choix et à mettre des priorités),
- de garantir une réelle complémentarité et collaboration entre les départements,
- de permettre à tout un chacun·e de se former et de partager ses connaissances et expériences.

# Remerciements

Ce cadre stratégique est le fruit d'un travail collectif qui a rassemblé les membres du conseil d'administration, des volontaires et l'ensemble des permanent-e-s d'Entraide et Fraternité et d'Action Vivre Ensemble. Nous leur adressons ici nos chaleureux remerciements pour leur engagement à nos côtés.

Un remerciement particulier aux collègues qui ont suivi le processus méthodologique : Angelo, Anne le G., Axelle, Catherine H., Guy et Vincent.

Merci également à celles et ceux qui ont donné de leur temps pour des contributions spécifiques : Anne B., Agnes, Dolores, Federico, Flora, Isabelle, Laurence, Laurie, Odile, Philippine, Quentin, Renato, Renaud, Sarah, Tanguy, Thomas, Valérie.

Merci aux représentant-e-s de partenaires proches qui nous ont apporté leur éclairage sur des enjeux contextuels complexes.

La partie sur le contexte politique belge et international est largement inspirée de nos échanges au cours de deux table-rondes.

1. Table-ronde *Pour quel développement agissons-nous ?* (6/06/2019) avec Arnaud Zacharie (secrétaire général du CNCD-11 11 11), Florence Sitwamina (coordonnatrice du CREDDHO au Congo), Jean-Claude Brau (formateur au CEFOC), Josianne Gauthier (secrétaire générale de la CIDSE) et Michèle Deworme (directrice Direction société civile à la Direction générale Coopération au développement-DGD).
2. Table-ronde *Lutter contre la pauvreté : avec qui et comment ?* (12/09/2019) avec Adrien de Vreese (président de l'association St-Vincent-de-Paul), Élodie Dessy (chercheuse au Centre d'économie sociale, Université de Liège), Quentin Martens (Fondation Roi Baudouin) et Soizic Dubot (coordinatrice nationale Vie Féminine).

Merci enfin à Lucie Barthlen pour son accompagnement méthodologique et sa grande expérience dans l'utilisation des outils d'animation en intelligence collective.



Pour que la Terre tourne plus **JUSTE!**  
Contre la pauvreté, je choisis la **SOLIDARITÉ!**



Rue du Gouvernement Provisoire, 32  
1000 Bruxelles  
02 227 66 80  
info@entraide.be  
info@vivre-ensemble.be

[WWW.ENTRAIDE.BE](http://WWW.ENTRAIDE.BE)

[WWW.VIVRE-ENSEMBLE.BE](http://WWW.VIVRE-ENSEMBLE.BE)



ENTRAIDE &  
FRATERNITE  
ACTION  
VIVRE ENSEMBLE